

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'Analyses et de Publicité

FAIT DIVERS

ON RESPECTE LA CONSTITUTION

P.4

L'IDAOU, la boîte de nuit de prestige,
ouverte du mercredi à dimanche

dans le Complexe commercial de Uniprix à Adéwui
Tel. 22 20 93 47 / 22 20 93 46 / 99 46 59 59 / 23 20 59 59

Le paradoxe du Collectif " Sauvons le Togo " :

**Pourquoi les responsables
qui affirment avoir mobilisé
700.000 personnes,
refusent-ils les élections ?**

P.3



Me Zeus Ajavon, pdt du collectif "Sauvons le Togo"



Qui veut dresser les FAT contre Ingrid Awadé?

P.3

Coin du Civisme

P.3

Le respect, un signe de citoyenneté

**Palais de justice de Lomé : Les responsables
du CST devant le juge d'instruction hier**



**Des membres
du Collectif
agressent les
forces de l'ordre**

P.3

Conflit foncier:

L'affaire Eda-Oba



refait surface

P.4

Journée mondiale de l'Environnement Plus d'efforts pour sauvegarder notre patrimoine commun

Le monde entier célèbre chaque 5 juin, la journée de l'Environnement. Le thème de cette année est " Economie verte : en faites-vous partie ? ". Un thème révélateur de la situation actuelle de nos forêts en voie de disparition et des espaces verts presque inexistant.

Si au Togo des efforts ont été longtemps menés dans le sens de la préservation de l'environnement à travers le reboisement et la lutte contre les coupes anarchiques d'arbres, aujourd'hui la réalité est tout autre avec la disparition progressive de nos forêts à cause de l'action humaine. Chaque jour, des individus coupent, déboisent nos forêts pour en commercialiser les produits au mépris de la réglementation en vigueur. Cette situation expose notre pays à la sécheresse, étant donné que le désert avance vers notre territoire et perturbe les saisons. Une réalité connue de tous et qui doit inciter nos autorités à renforcer les mesures en matière de préservation de nos aires protégées.

La vision globale de la politique forestière du Togo à travers

son plan d'action, est de ramener la couverture forestière nationale qui est de 6,8% aujourd'hui à 20 % à l'horizon 2035. Une vision sans doute salutaire mais qui doit être traduite dans les faits pour éviter le pire à notre pays.

Planter un arbre, c'est bien, l'entretenir est encore mieux

Pour lutter contre la déforestation, il a été institué en 1976 la journée de l'arbre. Une journée au cours de laquelle des milliers de plants sont mis en terre.

Aujourd'hui, cette tradition est encore respectée et les premiers responsables du pays en montent l'exemple. Des associations et ONG, conscientes de la nécessité de la chose se mêlent aussi à la danse. Cependant, il convient de souligner que c'est bien de planter des arbres, mais il importe d'en prendre soin pour leur permettre de grandir normalement. Car il est constaté que juste après la mise en terre des plants, le suivi n'est pas fait, hormis dans les établissements scolaires. Il n'est pas tard de corriger le tir.

Le thème de cette journée insiste sur la nécessité de la protection de la biodiversité à travers

la création de puits carbone favorables à la lutte contre la pollution.

De Copenhague à Rio, rien de concret

Tout comme en 2009 à Copenhague, le sommet de Rio consacré aux problèmes de l'Environnement tenu cette année a accouché d'une souris. Les participants, malgré les menaces que subit la terre à cause de la dégradation de l'Environnement, n'ont pas pris des décisions concrètes allant dans le sens de la réduction du gaz carbonique. Et pourtant, chaque jour, la couche d'ozone subit des attaques des gaz à effet de serre. La solution qui paraît évidente pour parer à cette situation reste la promotion des énergies renouvelables.

Il importe à chacun et à tous d'éviter de poser des actes qui polluent ou détruisent notre environnement ou notre écosystème. L'environnement fait parti des importantes richesses à préserver pour la génération future. Que chacun à son niveau y pense sérieusement !

Pierre Agbanda

De la drogue et des produits contrefaits brûlés à Lomé

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le col. Gnama Latta, a procédé lundi dernier à la destruction de la drogue et des produits contrefaits sur le champ de tir de Lomé en présence des acteurs impliqués dans la lutte contre les stupéfiants. Cette action se situe dans le cadre de la célébration de la journée de lutte contre le trafic et l'abus des drogues célébré le 26 juin dernier.

Environ 80 tonnes de drogues et de médicaments contrefaits ont été incinérés. Ces produits ont été saisis entre novembre 2011 et juin 2012 par les forces de l'ordre et de sécurité.

Le stock brûlé se compose de 8,243 kg de cocaïne, 842,91 kg de cannabis, 20 tonnes de médicaments contrefaits et 57 tonnes de produits psychotropes (dramadole, un analgésique opiacé contre des douleurs fortes).

La drogue et les produits contrefaits constituent un danger pour la santé de l'homme. " Nous



avons mis un accent particulier sur la lutte contre ces trafics. Le gouvernement s'est engagé à lutter contre ce genre de trafic qui fait un grand tort à la jeunesse, qui est la relève de demain ", a indiqué le ministre Latta Gnama de la sécurité et de la protection Civile.

Le Lt col. Egoulou Awizoba, directeur de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des

Drogues et du Blanchiment (OCRTIDB) a indiqué que de nos jours, c'est le dramadole qu'utilisent des conducteurs de taxi-motos et des chauffeurs qui font de longs voyages.

" Dans le stock saisi, 53 tonnes de ce produit étaient destinés au Niger. Arrivée, une partie sera convoyée vers Tombouctou et Gao ", a-t-il précisé.

L'Afrique de l'Ouest est connue comme la plaque tournante du trafic de drogue, mais le gouvernement togolais s'efforce de lutter contre ce fléau sur son territoire.

Créé en 2004, l'OCRTIDB est un organe de répression de toutes les infractions liées à l'usage, à la détention, à l'abus et au trafic illicite des drogues, des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs, de même que la blanchiment ses produits de l'activité criminelle.

P.A.

De pleins pieds dans la saison des pluies La menace des inondations malgré les efforts

L'un des objectifs de la politique des grands travaux initiée depuis plusieurs mois par le gouvernement togolais, est non seulement de permettre la fluidité et le désenclavement de certaines zones, mais aussi et surtout de favoriser l'écoulement des eaux de ruis-

Lomé et à l'intérieur du pays.

Dans certains quartiers de Lomé (Adidoadin, Nukafu, Gbadago, zone portuaire, etc.), les populations qui pensaient que le calvaire des nuits arrosées, les pieds dans l'eau, allait être vite oublié avec le démarrage effectif de ces travaux de



Vue partielle du bassin d'Adidoadin débordé par les eaux

sèment qui, comme par enchantement, stagnent et compliquent le quotidien des riverains de ces ouvrages.

" Ce bassin qu'on veut nous construire à Adidoadin depuis plusieurs mois déjà, n'est pas encore achevé. Voilà qu'avec cette pluie, nous qui sommes à côté, nous nous sommes retrouvés les pieds dans l'eau à la maison ", confie Massan, la trentaine dépassée, revendeuse de "veilli" (haricot préparé), debout à côté de son étalage.

Comme cette dame, ils sont nombreux ces concitoyens qui se plaignent des conséquences du retard accusé dans la réalisation des travaux sur les différents chantiers ouverts, notamment à

réaménagement, ont vite déchanté. Alors que les travaux ne sont pas encore terminés, nous voilà en pleine saison pluvieuse. Ce qui replonge des concitoyens dans l'inquiétude.

Pire, non seulement les ouvriers traînent les pas, mais aussi certains chantiers sont simplement abandonnés comme c'est le cas sur le tronçon Garage Central - Boulevard Jean Paul II. Et c'est les populations qui payent le prix.

Vivement que le suivi technique soit fait en vue de corriger le retard constaté sur certains chantiers, afin d'éviter des désagréments de tous ordres et même des sinistres tels que les inondations.

Jean



www.togoportail.net

Pour en savoir sur les actualités d'ici et d'ailleurs, consultez désormais votre site d'informations générales togoportail.net "togoportail, toute l'information à votre portée"

Tél : 222.34.1
905.25.6
911.58.96

OPS SECURITE

INTERNATIONAL CAREWELL

Nos domaines

- Placement d'Agents de sécurité
- Vidéosurveillance

Vision Jour & Nuit

Vente et Installation d'Alarme de voiture

Le paradoxe du Collectif " Sauvons le Togo " : Pourquoi les responsables qui affirment avoir mobilisé 700.000 personnes, refusent-ils les élections ?

Le Collectif " Sauvons le Togo " vient de montrer son vrai visage au monde entier en refusant d'aller au dialogue. En effet, le jeudi 28 juin dernier, le gouvernement avait invité à des discussions, le "Collectif Sauvons le Togo" qui regroupe certains partis de l'opposition, notamment l'ANC, l'OBUTS et la CDPA ainsi que des organisations de la société civile et de défense des droits de l'homme.

Ce Collectif, après avoir organisé une manifestation violente les 12 et 13 juin, réclamait à cor et à cris le dialogue pour poser ses revendications. Les responsables du Collectif, en l'occurrence le professeur Ajavon Zeus, Me Afangbédji et Me Raphaël Kpandé-Adzaré ont pris d'assaut les médias pour réclamer l'ouverture du dialogue avec le gouvernement. Le gouvernement toujours ouvert au dialogue n'a pas hésité à répondre positivement à cette sollicitation en leur adressant une invitation à cet effet. Mais contre toute attente et à quelques minutes de la rencontre, le Collectif envoie une correspondance au gouvernement l'informant que ses responsables ne viendraient pas au dialogue. Raison invoquée : " Nous avons des morts à enterrer et donc nous ne pouvons pas répondre présents à ce rendez-vous ". Stupéfaction au niveau du gouvernement et des diplomates présents à cette rencontre.

Comment comprendre que les responsables du Collectif qui ont réclamé le dialogue à travers les médias et en sollicitant aussi l'intervention des diplomates, puissent s'offrir le vilain plaisir de boycotter cette discussion. Qu'est-ce qui s'est passé pour qu'à la dernière minute les responsables du Collectif qui avaient un désir ardent de dialoguer, y renoncent ?

Selon une source proche du Collectif, au cours d'une réunion, le bureau de la coordination, notamment le professeur Ajavon Zeus, Me Afangbédji et Me Kpandé-Adzaré et d'autres personnes encore comme Agbéyomé Kodjo ont souhaité aller à ce dialogue. Mais les responsables de l'ANC ont opposé une fin de non recevoir. Cette position n'a fait que corroborer ce que votre journal "Chronique de la Semaine" avait prédit dans sa parution du jeudi passé.

En effet, nous avions souligné, qu'il serait difficile au Collectif de dialoguer avec le gouvernement car son poids lourd qui n'est autre que l'ANC, n'a jamais accepté la main tendue du pouvoir. Les responsables de la coordination ignoraient certainement que l'ANC est un parti qui n'aime pas le dialogue mais préfère plutôt la logique de l'insurrection pour accéder à la magistrature suprême.

Pourquoi avec 700.000 personnes mobilisées à Lomé, le Collectif ne veut pas des élec-

tions ?

Lors des violentes manifestations organisées par ce fameux Collectif, les responsables des partis politiques membres annonçaient urbi et orbi avoir réalisé une mobilisation historique. Ainsi, les chiffres annoncés varient d'une bouche à l'autre.

Pour le président de l'ANC, 700.000 personnes sont sorties dans ce petit carrefour de Décon pour manifester. Le coordinateur du Collectif, le professeur Ajavon Zeus a revu légèrement ce chiffre à la baisse et parle de son côté de 600.000 personnes, tandis que son collègue Kpandé-Adzaré relativise en tablant sur 400.000 personnes.

Si l'on considère le chiffre donné par Jean-Pierre Fabre, c'est-à-dire 700.000 personnes qui auraient répondu à l'appel du Collectif alors que le corps électoral à Lomé fait 900.000 électeurs, n'est-il pas de l'intérêt de ce parti de courir derrière les élections législatives qu'il tente paradoxalement d'empêcher par tous les moyens ? En réalité, c'est plutôt l'ANC qui devrait lutter ardemment pour que ces législatives puissent se tenir.

Ainsi, ce parti, un poids lourd du Collectif qui a réussi à mobiliser 700.000 électeurs, devait être capable de raffer facilement les 10 sièges de la commune de Lomé et de la préfecture du Golfe. Et comme les responsables de ce parti affirment que le peuple togolais est derrière eux, il est clair que

les autres préfectures leur seraient également acquises.

Curieusement, malgré cette popularité dont se targue le Collectif, ses responsables refusent de dialoguer pour aboutir à un code électoral consensuel et permettre donc l'organisation d'une élection apaisée et dans la transparence ?

En s'adjudgeant une large majorité à l'Assemblée Nationale, le Collectif aura la latitude de faire des réformes constitutionnelles et institutionnelles à sa guise. Mais contre toute attente, c'est plutôt ce collectif qui veut à tout prix empêcher la tenue du scrutin en faisant du dilatoire. Il apparaît clairement que Jean-Pierre et ses acolytes du collectif préfèrent donc passer par la voie de l'insurrection pour accéder au pouvoir en organisant des manifestations violentes avec comme souhait qu'il y ait des morts.

Mais malheureusement, les responsables de ce Collectif n'ont pas le courage nécessaire de dire la vérité à leurs militants, à savoir leur refus de dialoguer avec le gouvernement et leur option pour les manifestations violentes dans le dessein de provoquer beaucoup de morts et d'ameuter ainsi le monde entier en faisant croire qu'au Togo on tue. Cette stratégie leur ouvrirait ainsi la voie de la présidence. N'est-ce pas prendre les Togolais comme des bêtes à somme ?

Aliziu Dominique

Coin du civisme

Le respect, un signe de citoyenneté

Chaque être humain, quelque soit son origine, sa culture, sa religion, son milieu social ou son rang social, a un devoir de respect envers autrui. Une société sans respect ne peut pas subsister. Ce serait une société où une ambiance d'hostilité et d'insécurité perpétuelle régnerait.

Le respect est le sentiment de considération, d'égards, voire de vénération que l'on peut avoir envers un individu ou une chose. Il se manifeste par une attitude de déférence et le souci de ne pas porter atteinte à la personne ou à l'objet du respect, ni le heurter inutilement. Le respect est une valeur plus profonde que la simple politesse, car il est débarrassé de toute hypocrisie.

Le respect mutuel constitue l'un des fondements de la paix sociale et des relations interpersonnelles. Le respect est un signe de citoyenneté. Le respect suppose une compréhension et un partage des valeurs d'une personne ou d'une idée. La tolérance, quant à elle, sous-entend le fait de supporter quelqu'un ou quelque chose indépendamment de l'opinion ou du jugement qui lui est porté. On peut haïr ce que l'on tolère.

Le respect est absolument nécessaire à toute organisation sociale car il donne de la valeur aux règles et aux lois.

Le respect commence par le respect de soi-même, de son corps, de son esprit et de son cœur. Le respect de soi consiste à accepter ce que l'on est, avec nos qualités et nos soi-disant défauts. Ne pas se laisser imposer des choses qui n'entrent pas dans nos valeurs ou ne correspondent pas à nos convictions. Il faut donc savoir dire NON et ne pas juger. Se respecter, c'est aussi avoir une bonne hygiène de vie, donner à son corps une bonne alimentation, faire des exercices physiques et s'accorder suffisamment d'heures de sommeil.

Le respect des autres (leur corps, leurs biens, leurs opinions...) est un élément fondamental de la vie en société. Avoir du respect pour quelqu'un, c'est le traiter avec égards et estime afin de ne pas lui porter atteinte ou préjudice.

Insultes au volant, regard fuyant, menaces, agressions prennent de plus en plus de l'ampleur de nos jours. Dans notre société actuelle, le respect semble en effet en voie de disparition. Notamment les jeunes semblent moins respectueux aujourd'hui qu'autrefois. Une grande partie d'entre eux respecte de moins en moins l'autorité, les enseignants, les anciens, la hiérarchie, la famille...

Pourtant, le respect est indispensable à la vie en société, à l'harmonie familiale et sociale. Avec plus d'amour, il y aura forcément plus de respect. Si on aime les autres, on fait attention à eux, on a de la considération pour eux et le respect vient tout seul.

Carole AGHEY

Qui veut dresser les FAT contre Ingrid Awadé

Il y a quelques jours, une rumeur persistante relayée par une certaine presse, tente de faire croire qu'une puissante dame aurait giflé un officier supérieur des FAT. Ahuri par cette rumeur, votre journal "Chronique de la Semaine" est allé aux informations.

Après investigations, il ressort qu'il s'agit tout simplement d'une vaste campagne de désinformation qui vise à salir d'honnêtes citoyens dévoués à la cause de la nation.

D'abord, la dame, Ingrid Awadé, qui fait objet de ce lynchage médiatique, est bien connue pour son ardeur au travail. Directrice Générale des Impôts, elle a, par le travail, suscité l'estime et l'admiration des Togolais. La



contribution du service des Impôts à l'économie nationale n'est plus à démontrer aujourd'hui. Les experts parlent de plusieurs dizaines de

milliards de francs CFA d'entrées au fisc par mois. De quoi aiguillonner les crocs des jaloux et l'amertume des détracteurs de cette brave femme qui fait partie des fidèles collaborateurs du chef de l'Etat.

Ensuite, de sources concordantes, cette folle rumeur serait l'œuvre des proches du "Collectif Sauvons le Togo" qui, de toute évidence, ont épuisé toutes leurs cartouches dans leur tentative de déstabiliser le pouvoir en place.

A travers cette trouvaille, l'objectif visé était de dresser les FAT contre cette dynamique femme et au-delà d'elle, opposer entre eux les fidèles collaborateurs du chef de l'Etat en vue de déstabiliser celui-ci.

Enfin, au moment où l'on faisait circuler cette rumeur, la DG

des Impôts n'était même pas au pays. En mission à l'extérieur du pays, Ingrid n'est rentrée qu'en fin de la semaine dernière. En plus, l'Officier en question déclare n'avoir rencontré la DG des Impôts qu'une ou deux fois, mais cela remonte à des lustres. C'est dire que cette histoire est en fait montée de toutes pièces par des esprits malins qui, en réalité, veulent s'en prendre au Président Faure via ses collaborateurs les plus fidèles.

En fin de compte, ce lynchage médiatique n'a été heureusement qu'un pétard mouillé qui n'aura servi à rien puisque les FAT, nous l'espérons bien, ne se sont pas laissés bernés par des concitoyens qui prônent le chaos dans un pays réputé de paix.

CS

Palais de justice de Lomé : Les responsables du CST devant le juge d'instruction hier

Des membres du Collectif agressent les forces de l'ordre

Le doyen des juges d'instruction du Tribunal de Première Instance de Lomé devrait écouter hier les responsables du Collectif "Sauvons le Togo" (CST) qui devaient répondre de charges de complicité de violences volontaires, destructions et dégradations volontaires. Finalement, ce sont Mes Ajavon Zeus du Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT) et Benoit Afangbédji qui ont pu passer. Aujourd'hui, ce sera le tour Me Adjaré-Kpandé de la Ligue Togolaise de Droits de l'Homme (LTDH).

L'audience qui était prévue pour lundi a été reportée sur hier, les avocats de la défense ayant estimé qu'ils venaient à peine d'avoir le dossier sous la main et qu'il leur fallait un peu de temps pour l'étudier.

Les trois responsables du Collectif sont mis en examen suite aux violences et destructions de biens survenues lors des manifestations de rue organisées par le CST les 12,13 et



14 juin 2012. Ces manifestations

ont été en effet émaillées de violences entraînant des pertes en vie humaines, des blessés graves et de destruction importante des biens publics et privés. Le Collectif a cherché à imputer ces violences au gouvernement qui, de son côté a procédé à l'interpellation de 53 manifestants parmi les manifestants soupçonnés d'être les vrais auteurs des casses et actes de vandalisme.

A la sortie des auditions, Mes Ajavon Zeus et Benoit Afangbédji

Suite à la page 6

Conflit foncier: L'affaire Eda-Oba refait surface

Nous écrivions dans l'une de nos précédentes parutions que l'hôtel Eda-Oba était bâti sur un terrain litigieux et qu'il fallait que la justice dise enfin le droit. Nous sentions le danger arriver parce que les enfants du propriétaire légitime du terrain menaçaient déjà en ce moment. Malheureusement, notre alerte était passée comme de l'eau versée sur le dos du canard. Aujourd'hui, les faits nous donnent raison.

L'attaque le 2 juillet 2012 de l'hôtel de luxe sis en face du lycée de Tokoin est la conséquence des années de frustration cumulées par des enfants de feu lieutenant Amouzou des Forces Armées Togolaises (FAT). Les ayants droits du terrain bradé sont allés ce 2 juillet menacer de détruire l'hôtel. C'est



Cap. de l'Armée Américaine Amouzou Koffi, l'un des héritiers

de bonne guerre, peut-on risquer d'affirmer, parce que si la justice avait accepté de dire le droit, l'affaire serait définitivement réglée depuis. Mais la mauvaise foi des personnes trempées jusqu'au

cou dans ce business dangereux, a fait perdurer la situation. Les bénéficiaires, avec à leur tête un certain capitaine de l'armée américaine du nom de Amouzou Koffi, n'ont trouvé d'au-

tres solutions que l'usage de la violence afin de se faire entendre.

Selon Amouzou Koffi, la justice a donné raison aux héritiers et a demandé à M. Loco Donou, propriétaire de cet hôtel de luxe, de cesser les travaux au risque d'avoir à payer une amende de 500.000 FCFA par jour de réticence. Une question reste à poser : Comment un individu, fût-il milliardaire, peut refuser de se plier aux injonctions à la justice ? Les fils de feu Lieutenant Amouzou avaient confié à notre journal que leur dossier avait mystérieusement disparu de la justice et qu'il a fallu le reconsti-

tuer. Ils pointent un doigt accusateur sur le juge Assogbavi qui aurait falsifié les dossiers pour pouvoir vendre le terrain, étant donné que certains héritiers s'étaient opposés à cette vente. L'ancien président de la cour suprême, M. Abalo Petchélébia serait également trempé dans ce dossier pour avoir signé l'acte de vente du terrain en question.

Les autorités judiciaires doivent se saisir à nouveau du dossier pour trancher en toute indépendance afin de clore définitivement ce scénario qui n'a que trop duré.

P.A.

Santé / La Société de Médecine Interne créée

Vers une prise en charge efficiente des malades

En portant sur les fonts baptismaux, mardi 03 juillet dernier, la Société de la Médecine Interne du Togo (SOMINTO), les médecins internes nationaux ont le souci de changer de méthode dans le traitement des différentes pathologies qui sont le quotidien de leurs concitoyens. Désormais, il est possible de diagnostiquer et prévenir tous les problèmes de santé grâce à cette structure.

C'est le siège de la représentation nationale de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui a prêté son cadre à la cérémonie de lancement de la Société de la Médecine Interne du Togo (SOMINTO) à laquelle a pris part un parterre de médecins, de professeurs et des invités.

Utilisée pour la première fois au 20ème siècle en Allemagne, la médecine interne est une spécialité qui cherche à comprendre la cause de la maladie avant de commencer le traitement. Elle met l'accent sur la partie physiopathologie de la maladie et se situe entre la pédiatrie et la gériatrie (médecine de la vieillesse). Cette spécialité consiste à percevoir un malade d'une manière globale et non pas de manière organique comme le font les spécialistes d'organes tels les cardiologues, les gynécologues, les ophtalmologues, etc.

Ainsi, un médecin interne doit pouvoir poser un diagnostic pour un malade souffrant de plusieurs pathologies de sorte que celui-ci ne sente pas le besoin de consulter plusieurs spécialistes. Ses

domaines d'activités sont diversifiés et vastes, ce qui fait d'un médecin interne un maillon essentiel dans la recherche.

Pour les initiateurs, la SOMINTO vise le progrès et la diffusion de la science médicale relative à la médecine interne. Elle aura à développer les liens entre les professionnels de la discipline, assurer la formation continue et mettre en place un outil de recherche grâce à l'organisation de congrès nationaux et internationaux.

Cette initiative, selon le président de la SOMINTO et premier médecin interne du Togo, Pr Aïssah Agbétra, vient à point nommé pour soulager les patients qui n'auront plus besoin de s'entêter afin de consulter plusieurs spécialistes pour se faire soigner.

JPB

La dalle de la salle de mariage de la préfecture du Golfe en mauvais état

Certains bâtiments de la préfecture du Golfe sont dans un état de délabrement. C'est du moins ce qu'un de nos rédacteurs a constaté hier. Il s'agit de la dalle qui surplombe l'entrée de la salle de mariage où les deux responsables de la préfecture officient pourtant les cérémonies de mariage.

Cette négligence peut s'expliquer par la guerre sans merci que se livrent le préfet du Golfe, Koffi Mélébou et le président de la délégation spéciale de la préfecture, M. Aboka et qui les empêchent de s'occuper des choses sérieuses. Pourtant, les mariages qui se célèbrent dans ce bâtiment ne sont pas gratuits.



La dalle délabrée

Il urge de prendre des dispositions pour réparer cette dalle qui constitue un danger pour ceux qui travaillent dans ce bâtiment et ceux qui y entrent pour

une raison ou une autre. La vie est précieuse et il importe de la protéger. A bon entendeur... !

La Rédaction

Fait divers

ON RESPECTE LA CONSTITUTION

Le 7 juillet prochain, le sieur Raoul célébrera malheureusement son 32ème anniversaire derrière les barreaux. Il aurait bien voulu manifester sa joie au milieu de sa famille mais le juge en a décidé autrement. La fête n'aura donc pas lieu. Du moins pour cette année. Elle est déjà gâchée.

Patricia, l'épouse légitime de Raoul et trois de leurs enfants n'auront pas pour ainsi dire la chance de savourer cette année les beaux moments que Raoul avait l'habitude de leur offrir en de pareilles circonstances. Dommage ! A en croire son ami et confident, M. Toula, Raoul le regrette amèrement : " Il n'est pas du tout dans sa peau. Je suis moi-même totalement navré de ce qui est arrivé à mon frère et ami Raoul. Un homme dont j'ignore l'identité, reproche à Raoul d'entretenir des relations suivies avec son épouse et d'avoir violé celle-ci dans un bar ". Il renchérit en ces termes : " Moi, je ne peux ni confirmer, ni infirmer ces allégations que d'ailleurs je qualifie de dilatoires. Ce que je sais au sujet de cette affaire est que Raoul et moi étions ensemble au bar " Les Copains " sis à Agoè au lieu dit Motolocopé. C'est en fait notre base. Nous avons l'habitude de nous retrouver à cet endroit où nous sommes bien traités. En effet, journalistes que nous sommes, et comme tous les Togolais de bonne foi, nous avons des difficultés financières pour joindre les deux bouts, notamment satisfaire les besoins de nos familles respectives, aux nôtres spécifiques ".
Toula conclut : " Lorsqu'on pleure, on voit, dit-on. Aussi nous sommes-nous inscrits dans cette logique. Ainsi, lorsque l'occasion nous permet de voir, autrement dit, lorsque quelque chose d'inattendu nous tombe dans la poche, nous n'hésitons pas à nous rendre à cet endroit pour tenter d'oublier nos soucis ". Se prononçant au sujet de ce qu'il en sait sur cette affaire, le sieur Toula a laissé entendre en substance que si son souvenir ne le trompe pas, leur dernière rencontre au bar " Les Copains " remonte au vendredi 22 juin 2012. Ils étaient à peine assis lorsqu'une charmante femme s'est pointée devant eux leur proposant d'acheter ses bijoux.

Plutôt que de s'occuper de la charmante créature, Raoul regarda son ami droit dans les yeux et lui rappelle la formule : " On respecte la constitution n'est-ce pas ? ". Toula connaît parfaitement le mot de passe. " J'ai vite compris par ce code que la créature en face de nous rentre dans les options de Raoul. J'ai beau gesticulé pour lui ravir la chose mais ma bataille a été vaine ", a-t-il expliqué avant de préciser que tout cela était pour amuser la galerie.

Il a toutefois fait savoir que la dame avait accepté de partager le pot avec eux et qu'à la fin lui, il était parti avec Raoul. La " dame ", elle, serait restée sur les lieux à leur départ. Toula se dit désagréablement surpris de l'interpellation de son ami.

Aux dernières nouvelles, il aurait appris des sources judiciaires que la dame aurait informé son mari que Raoul lui aurait d'abord fait des avances, et l'aurait ensuite invitée à le croiser dans les toilettes du bar où il aurait tenté de la violer.

" J'avoue n'en savoir rien de tout cela ", a-t-il martelé avant de conclure en ces termes : " Peut-être que les deux se sont rencontrés après notre séparation. Sinon, ces allégations sont totalement absurdes et donc mensongères ". Vrai ou faux ? Wait and see !

B. TALOM



INTERNET HAUT DÉBIT POUR TOUS

À compter du 1^{er} Juin 2012

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE



Où je veux, quand je veux!



FACTURATION AU VOLUME		
FORFAIT	PRIX TTC	VALIDITÉ
64Mo	485 F CFA	2j
128Mo	990 F CFA	3j
256Mo	1 985 F CFA	5j
512Mo	3 960 F CFA	10j
1Go	7 880 F CFA	15j
2Go	15 760 F CFA	20j
3Go	23 600 F CFA	30j

FACTURATION AU VOLUME
Pour des débits de connexion supérieurs à 200 Kb/s



Prix de la clé HELIM Nomade : **24 995 F TTC**

FACTURATION À LA DURÉE	
TEMPS DE CONNEXION	PRIX TTC
1H	360 F CFA

- Facturation par pas de 15mn
- Pas entamé facturé entièrement
- Tarif unique pour toute la journée (suppression d'heure creuse)



FACTURATION À LA DURÉE
Pour des débits de connexion jusqu'à 200 Kb/s



Frais de mise en service Internet : **5 900 F TTC**

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS
Carrefour Fréau Jardin
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

Eliminatoire CAN 2013

Les Eperviers sur les traces des Pharaons?

Après leur nul (un but partout) en match retour du premier tour des éliminatoires de la CAN 2013, les Pharaons d'Egypte seront une seconde fois les grands absents de cette compétition continentale.

Contrairement à l'Egypte, le Togo continue cette aventure des éliminatoires grâce à une victoire sur le fil (1-0) sur les Harembes Stars du Kenya, lors du dernier match. Mais l'on se demande jusqu'où dame chance continuera-t-elle de voler au secours du Togo, pays pourtant aux talents immergés en matière de football.

Le septuple vainqueur de la Coupe d'Afrique des Nations de football, l'Egypte, va devoir, une seconde fois, vivre la CAN à partir des petits écrans. En concédant un nul (1-1) face à la République centrafricaine, samedi dernier, les Pharaons d'Egypte ont simplement échoué dès le premier tour des qualificatifs de la CAN Afrique du Sud 2013.

Cette modeste formation centrafricaine qui caresse l'idée d'une première participation à une phase finale de la CAN, avait créé la surprise à l'aller, en s'imposant (3-2) en Egypte. A qui la faute? Les avis divergent; mais est-il que l'annulation du championnat national égyptien après la mort de 74 supporters au cours des émeutes en marge d'un match à Port-Saïd le 1er février dernier, a mis au repos forcés les joueurs égyptiens évoluant au pays. Même les regroupements organisés en faveur de la sélection nationale par le coach Bob Bradley n'a pu être bénéfique pour les Pharaons, en manque de compétition.

Deux pays, un destin ?

Les Egyptiens ont toujours composé avec des joueurs locaux et remporté sept CAN. Mais faute de prévisions, ce géant du football



Les Eperviers (photo archive)

continental sombre dans un désespoir insoutenable. La preuve, cette défaite à domicile (3-2) contre une modeste sélection centrafricaine.

Contrairement à l'Egypte, le Togo expérimente une autre stratégie pour visiblement les mêmes résultats. Les Togolais ont décidé de confier leur destin aux joueurs expatriés qui, malheureusement, jouent le second rôle dans leurs différents championnats.

Absent de la dernière CAN et avec les problèmes de personnes qui opposent les acteurs du sport roi, les Togolais ne se sont pas transcendés en vue d'offrir de meilleures chances à leur Onze national.

Qualifiés sur le fil à l'issue du match retour à domicile face à une modeste sélection des Harembes Stars du Kenya (1-0) (1-2 à l'aller), les Eperviers du Togo cherchent encore à accorder leurs violons comme ce fut le cas en 2006 où ils ont terminé en tête de leur groupe devant des Lions : le Cameroun et le Sénégal.

En franchissant le cap du Kenya malgré les nombreuses défections (Adébayor Shéyi,

Agassa Kossi, Floyd Ayité, Jonathan Ayité, Baker...), le Togo a montré qu'il avait encore des potentialités. Ce succès ouvre les portes de la phase de poule où attendent des sélections avides de prestige et de gloire. Une chose est d'entamer les phases de poules, une autre est de tenir son rang d'ancien mondialiste à cette compétition continentale qui s'annonce très difficile pour l'équipe nationale togolaise.

Espérons que ce sursis accordé à Didier Six, coach du Togo, lui permettra de tout mettre en œuvre pour réussir ses matches s'il ne veut pas voir son aventure se terminer avec les Eperviers. Aussi, doit-il trouver la bonne formule pour convaincre les "Eperviers déserteurs" de porter de nouveau la tunique jaune. Car, le démon égyptien nous hante nous aussi.

Le nouveau groupe des Eperviers est jeune et a du talent et de la volonté; mais cela ne suffirait pas pour gagner match après match. Il faudrait en plus du talent et de la volonté, transcender nos divergences afin de porter haut les couleurs nationales.

Jean-Pierre B.

Dr Aubin Thon se prononce sur la tournée artistique de nos artistes au Usa

La Fondation Togolaise, à travers la voix des artistes continue à sensibiliser tous les togolais aux principes de développement du peuple par le peuple : Une approche communautaire au développement.

Depuis bientôt un mois, Ali Jezz, Mirlinda, Déla Délali, Charles Ozzo Haroy, etc. sont en tournée aux Etats-Unis dans le compte de la Togolese Foundation, une organisation non gouvernement siégée aux USA dont vous êtes le président Fondateur. Quelle est la pertinence de cette tournée ?

La Fondation Togolaise, à travers la voix des artistes continue à sensibiliser tous les togolais aux principes de développement du peuple par le peuple : Une approche communautaire au développement. Le voyage de ces artistes sur les Etats-Unis a pour principaux objectifs:

- De sensibiliser les Togolais de la Diaspora sur l'organisation du projet de la Grande semaine de la Diaspora
- De réduire les disparités entre les togolais de l'extérieur et ceux du pays
- De renforcer l'implication de la Diaspora sur les questions relatives au développement de notre société
- Et enfin d'exposer le patrimoine culturel togolais aux yeux du monde

Parlant justement de la Grande Semaine de la Diaspora, pourquoi attendre Juillet 2013; ou bien y a-t-il des activités en prélude à cette date ?

Qui va loin ménage sa monture, le dit-on souvent. La culture de l'excellence dans chaque projet est un souci pour la Togolese Foundation. Nous essayons de réduire les improvisations et donner place à une bonne planification de nos projets. La Grande Semaine de la Diaspora, étant un projet qui a pour but de sensibiliser les togolais de la Diaspora à revenir au Togo afin d'échanger avec les locaux durant une semaine entière, nécessite au moins une planification d'une année. La plupart des temps, les togolais de l'extérieur planifient leur vacances de fin d'année au début de leur année professionnelle. Étant donné que c'est leur présence au Togo qui justifiera la réussite de ce projet, nous voudrions leur permettre d'avoir un temps nécessaire pour valider ce projet.

La Semaine de la Diaspora se verra remplir des activités d'échanges professionnelles et techniques, des transferts de connaissances dans tous les domaines, de création d'emploi, des opportunités d'offres et d'investissements, des panels de discussions constructives, des activités culturelles, bref une semaine économique boostée par l'arrivée d'un grand nombre de togolais de l'extérieur.

En organisant cette Grande Semaine de la Diaspora, nous avons pensé à ces milliers de chômeurs et étudiants en fin de cycles qui, arrivent quand même à développer des micro-projets mais manquent de financement et d'autres togolais de la Diaspora qui ont le désir d'investir quelque part au Togo mais ne savent pas en quoi et comment s'y prendre; nous avons pensé à ces grands diplômés togolais de l'extérieur qui ont le désir de contribuer au Togo et ces milliers d'opportunités d'offres de nos gouvernants et des organismes internationaux siégeant au Togo qui sont obligés de faire appel à des experts internationaux très coûteux et souvent moins qualifiés que les

experts togolais; nous avons pensé à ces togolais soucieux de revenir s'installer ou investir au Togo mais souvent mordus par les difficultés administratives et l'émergence de ce nouveau leadership togolais qui, apparemment pourra permettre la mise sur pied d'un programme effectif d'insertion de la Diaspora dans l'économie togolaise; nous avons pensé à des entreprises américaines européennes, canadiennes, asiatiques et autres désirant une représentation au Togo et le nombre de jeunes sans emploi pourtant qualifiés; nous avons entre autres pensé également au niveau de vie de la population actuelle et le stimulus économique dont jouira la société civile à travers des activités comme la location des maisons et des voitures, la consommation des togolais venus de l'extérieur; les avantages en transports communs bref une semaine pleine d'activités économiques dont l'impact affectera positivement l'économie nationale.

Ainsi, avons-nous projeté de faire de ce projet un événement annuel pouvant rassembler les fils et filles de notre Nation peu importés leur appartenance politique, ethnique et religieuse et les encourageant à agir dans une même perspective pour un lendemain meilleur de notre Pays, le Togo

La tournée artistique et culturelle en cours est sans doute une des stratégies de sensibilisation pour cette Grande Semaine. Qu'avez-vous prévu d'autre? Devrions-nous nous attendre à autres choses encore ?

Nous ne sommes qu'à l'étape initiale de la sensibilisation sur ce projet. Après notre tournée aux Etats-Unis, nous projetons la tournée de sensibilisation en Europe et à au Canada. Néanmoins, notre désir est de recevoir le soutien technique et des suggestions de chaque togolais convaincu par le bienfondé de ce projet afin qu'ensemble nous organisions avec succès cette première Edition. Nous faisons donc appel à chaque citoyen ou ami (e) du Togo et association ou entité togolaise à nous contacter pour plus d'échanges

Suite à la page 7

Des membres du Collectif agressent les forces de l'ordre

Suite de la page 3

se sont dits sereins quant à la suite de l'affaire, affirmant que la procédure en cours n'aura aucune incidence sur la manifestation prévue pour aujourd'hui.

La violence évitée de justesse hier à la Palais de Justice de Lomé

Le passage des responsables du Collectif "Sauvons le Togo" devant le juge s'est fait sous haute surveillance des forces de l'ordre par le capitaine Akakpo. Un impressionnant dispositif constitué d'agents sécurité de la police et de la gendarmerie était déployé aux

entrées et à l'intérieur du palais de justice. Les journalistes qui étaient arrivés sur les lieux avaient été priés dans un premier temps de déguerpir avant d'être finalement autorisés à couvrir l'évènement. Les manifestants et membres du Collectif étaient tenus éloignés du bâtiment où se tenait l'instruction. Il sonnait environ 10h30 mn quand Ajavon Zeus, le premier à être entendu, est sorti des bureaux du doyen des juges d'instruction. Il se dirigeait vers sa voiture quand une foule de militants du CST surexcités l'ont envahi. Du coup, elle a commencé par crier en s'adressant aux forces de l'ordre jusque là restées calmes: " Venez, nous enfermer

nous tous et vous serez libres... Héélou na mi (soyez maudits! en Mina)", vociféraient de ne pas bouger de leur place si les corps habillés tentaient de les faire partir de là.

Face à cette situation, le capitaine Akakpo ordonna de les évacuer tous. Ce qui fut fait sans violence malgré les injures dont faisaient l'objet les forces de l'ordre de la part des manifestants.

Il importe de saluer ici la tempérance dont ont fait preuve les forces de l'ordre et d'inviter tout un chacun à la retenue afin d'éviter des scènes de violence au Togo.

P.A.

**Tous ensemble
contre la violence
pour un Togo paisible**

CHRONIQUE
de la semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

**Directeur de la
Publication**

ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

AGBANDA Pierre
Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Dao Kossi
Vicarmelo T.

Imprimerie Service Compris
Tirage : 2000 ex.

Macky Sall obtient plus que la majorité parlementaire

Trois mois après avoir battu Wade à la présidentielle Macky Sall voulait une majorité parlementaire pour mettre en œuvre sa politique de "rupture", c'est désormais chose faite. Sa coalition au pouvoir "Benno Bokk Yaakaar" (BBY) a remporté selon les résultats officiels annoncés ce mardi 4 juillet, 119 sièges sur 150 de députés à l'Assemblée nationale à l'issue des premières élections législatives de l'ère Macky Sall qui voyait, le week end dernier, vingt-quatre listes de partis et coalitions se présenter. Le taux de participation a été

de 36,6 % en baisse par rapport au second tour de l'élection présidentielle du 25 mars dernier (55 %), mais néanmoins supérieur celui des dernières législatives de 2007 (34,7 %).

Grand perdant de cette douzième législature au Sénégal, le Parti démocratique sénégalais (PDS) de l'ex-président Abdoulaye Wade qui n'obtient que 12 sièges, suivi d'une coalition de dissidents du PDS, qui en obtient quant à elle 4. Les 15 sièges restants ont été remportés par des petits partis.

koaci.com

Dr Aubin Thon se prononce sur la tournée artistique de nos artistes au Usa

Suite de la page 6

et des possibilités de collaboration sur cette initiative. Bientôt, nous lancerons un site www.lagsd.com pour informer le public davantage sur l'évolution des programmes. Par ailleurs, nous avons également prévu un lancement officiel dans quelques semaines, le Jeudi 19 Juillet de cette année où nous prétendons exposer et défendre les intérêts de cette initiative aux yeux des chefs d'entreprises, des ambassadeurs, des banques, des organisations internationales, des religieux, des étudiants, des associations togolaises, des médias, de la société civile et du gouvernement togolais

Sur plusieurs plans vis-à-vis de la diaspora, plein de projets ont échoué dans leurs objectifs. Côté Gouvernement tout comme côté ONG. Vous à la Togolese Foundation, à quoi vous attendez-vous avec la Grande Semaine de la Diaspora et comment comptez-vous y arriver ?

Celui qui gagne est celui qui n'a pas peur d'échouer et il y a toujours de pire qu'avoir échoué ; c'est de n'avoir pas essayé. Nous sommes plus que persuadés de la réussite de ce projet. Aujourd'hui, nul doute de l'éveil de la jeunesse togolaise et du désir de chaque citoyen de voir son peuple évoluer. Le projet est dans l'intérêt de chaque participant.

Que ce soit le gouvernement qui tire profit de son rapprochement de sa diaspora pour solidifier son économie et polir sa politique, que ce soit la Diaspora qui se voit tellement impliquer dans l'économie de son pays et cherche à valoriser sa voix dans les affaires et décisions internes de la Nation, que ce soit les investisseurs togolais ou internationaux qui, en cherchant à faire leur profit d'affaires ouvrent des opportunités d'emploi à la jeunesse togolaise, que ce soit le corps diplomatique en mission au Togo qui bénéficie d'une variété d'expertises des ressortissants togolais ou mieux la société civile qui bénéficie des apports socioéconomiques des togolais de l'extérieur, nous avons tous intérêt à croire et à ouvrir pour la réussite de ce projet. Nos stratégies de travail se basent sur une ouverture d'esprit et de collaboration donnant place à chaque couche sociale à apporter sa contribution pour une meilleure planification du projet.

Sur d'autres plans, vu la portée de la Togolese Foundation, est-

elle entraîné de faire d'autres activités. Ou bien celle-ci est la seule, et pourquoi donc ?

La Fondation Togolaise a prévu à la fin de son séminaire avec les enseignants togolais baptisée " La Problématique de l'éducation en Afrique, cas du Togo " en Juillet 2011 un programme de L'Enseignant de l'Année qui fera voyager un enseignant et sa concubine qui, dans l'exercice de sa fonction, est allé au-delà des attentes, sur les États-Unis pour une durée d'un mois dans le souci de l'exposer à l'expérience de l'éducation américaine. Pourtant, certaines échéances administratives locales n'ont pas permis l'exécution de ce projet pour l'année scolaire 2011-2012. Notre désir est de poursuivre nos démarches administratives afin de mettre ce projet en exécution pour l'année 2012-2013.

M. le président, avez-vous besoin d'un soutien, et lequel ?

Nul ne peut se vanter de se passer des autres. Nous avons besoin de recevoir des suggestions des patriotes, nous avons besoin de la mobilisation des togolais de l'extérieur, nous avons besoin de la bonne foi de nos gouvernants, nous avons besoin de l'apport indéfectible des médias, nous avons besoin de l'appui technique et financier des ambassadeurs, des banques, des entreprises privées, des compagnies de voyages, des organismes internationaux, des ministères impliqués, nous avons besoin de l'expertise des togolais dans la programmation de cet événement et nous avons besoin de toute collaboration qui, à présent, nous échappe mais se révèle cruciale pour la réussite du projet. Mais au-delà de tout, nous avons besoin de la protection et de la direction divine, afin que nous puissions humblement continuer cette tâche sans relâche.

Nous ne pourrions jamais finir sans remercier l'ambassade des États-Unis en occurrence le Consul et toute son équipe pour leur assistance continue et leur confiance en notre organisation et nous promettons travailler avec eux dans le respect de l'éthique professionnelle pouvant aider la Fondation Togolaise à atteindre nos objectifs.

Que le tout nous renouvelle d'énergie et éclaire nos routes afin que, seule sa volonté s'accomplisse dans nos vies.

Je vous remercie

Les islamistes sèment le chaos à Tombouctou

Les destructions de l'incalculable patrimoine de Tombouctou ont repris à l'aube. Lundi, devant un petit groupe d'habitants effarés, cinq combattants d'Ansar Dine, le mouvement salafiste qui contrôle la ville depuis le 1er avril, ont rasé l'une des entrées de la mosquée Sidi Yeyia. La porte de ce bâtiment du XVIe siècle n'a tenu que quelques minutes.

Les jours précédents, les soldats des Partisans de la religion s'en étaient pris à sept des seize mausolées que compte "la cité des 333 saints", même si ni ce nombre ni l'ampleur exacte des destructions n'avaient pu être confirmés. Ces lieux sont sacrés aux yeux des Maliens de rite malékite, mais Ansar Dine, tenant d'une lecture ultra-rigoureuse de l'islam, les juge impies. Un proche de l'imam de la mosquée Sidi Yeyia affirme que les profanateurs auraient été motivés par l'envie d'éradiquer une croyance locale voulant que l'ouverture de cette porte conduise à la fin du monde.

Dans Tombouctou, privé d'eau courante et d'électricité plus de quinze heures par jour, les habitants terrorisés se cloîtent chez eux. "C'est terrible. On a peur, mais on ne peut rien faire. On n'a pas d'arme et s'opposer aux vues d'Ansar Dine est pour ses combattants un signe d'impiété qui est très sévèrement puni", souligne, anonymement un ancien employé d'une ONG en rappelant la proximité d'Ansar Dine avec al-Qaïda au Maghreb islamiste (Aqmi). Un autre résident, revenu depuis peu à Bamako, s'est réfugié dans la prière: "Comment peuvent-ils faire cela? Ils piétinent Allah et nous serons maudits". Ces attaques ont suscité une émotion énorme à travers le monde. L'Unesco, qui venait de classer Tombouctou au Patrimoine mondial de l'humanité, s'est dite "horriifiée". L'Association

des leaders religieux du Mali a condamné "le crime de Tombouctou" comme le gouvernement malien. Jusqu'à la Cour pénale internationale, qui, par la voix du procureur Fatou Bensouda a déclaré envisager des poursuites pour crime de guerre.

Ce tollé n'a pas ébranlé Sanda Ould Bouamama, qui se dit porte-parole d'Ansar Dine à Tombouctou. Selon lui, les destructions sont même une réponse à l'Unesco et elles continueront "au nom de Dieu". Une détermination qui étonne. Il y a deux mois, après une première profanation, Iyad ag Ghaly, chef d'Ansar Dine et Touareg comme la plupart de ses hommes, avait laissé entendre qu'il ne s'agissait que d'un dérapage. "Ces raids sont une stratégie dangereuse. En cassant ces lieux saints, Ansar Dine et Aqmi prennent le risque de s'opposer aux habitants bercés par un islam populaire. C'est exactement le contraire de leur conduite passée", analyse Dominique Thomas, chercheur à l'EHESS.

Opération de propagande

Présent depuis plus de dix ans au Sahel, Aqmi avait jusqu'alors tout fait pour s'infiltrer en douceur dans le tissu local, en prêtant de l'argent aux nécessiteux, en montant de petits programmes humanitaires voire en contractant des mariages comme Mokhtar Belmokhtar, l'un des principaux chefs d'Aqmi. Pour Ahmedou Ould Abdallah, président du Centre de stratégie et de sécurité pour le Sahel et le Sahara, le revirement est le signe qu'Ansar Dine et Aqmi se "sentent très forts". "Ils envoient ainsi un message de peur aux cheikhs locaux: 'nous sommes les nouveaux maîtres'. En ce sens, ce sont de vrais révolutionnaires qui cherchent à détruire les structures traditionnelles pour séduire les plus pauvres,

les opprimés, qui forment 80 % de leurs affidés, comme le faisaient les communistes en leur temps." Ce spécialiste insiste aussi sur les vertus de propagande d'une telle opération. "Grâce aux médias qui ont parlé de Tombouctou plus personne au monde n'ignore que de "vrais" croyants sont dans la ville".

Ansar Dine, qui entend imposer la charia à tout le Mali et, au-delà, à la région, cherche à gagner une image internationale. "Ils ont déjà dans leurs rangs de nombreux Sénégalais, des Nigériens ou des Nigériens", souligne un proche du dossier. Outre Aqmi, Ansar Dine a lié des liens avec la secte nigérienne Boko Haram ainsi qu'avec des Somaliens. La présence d'Afghans ou d'anciens d'Irak dans le nord du Mali a aussi souvent été évoquée sans jamais avoir été prouvée. "Il n'y a qu'une chose certaine, les salafistes recrutent beaucoup."

Les errements stratégiques dénotent aussi des rivalités qui opposent les différents chefs au sein des mouvements qui occupent l'Azawad. Sur fond de rivalités tribales, Iyad ag Ghaly, qui tient à rester un interlocuteur pour les pays de la région, serait défié tout à la fois par les tenants d'une ligne plus dure et par des Touaregs désireux de calmer cette fuite en avant.

En visite lundi à Paris, le président guinéen Alpha Condé s'est prononcé pour une "solution militaire" menée par des "troupes africaines". "Il est évident que la solution avec le mouvement islamiste n'est pas de négocier. Il faut une solution militaire", a-t-il affirmé espérant "rapidement une résolution du Conseil de sécurité" de l'ONU dans ce sens. Le Maroc a également appelé lundi dans un communiqué à "une action déterminante" pour mettre fin aux destructions.

Source : Figaro

Crise malienne

Le prix du putsch

Le capitaine Amadou Haya Sanogo, auteur du putsch qui a renversé le président Amadou Toumani Touré en mars dernier.

La grave crise politique qui secoue le Mali depuis la fin du mois de mars n'est pas sans conséquences sur l'économie nationale. 2,3 milliards d'euros d'investissements auraient été gelés.

Les conséquences du coup d'État du 21 mars - et, plus généralement, de la partition du pays - commencent à se faire sentir sur l'économie malienne. Selon des informations recueillies par des chefs d'entreprise, quelque 1 500 milliards de F CFA d'investissements (2,3 milliards d'euros) sont gelés depuis le renversement du président Amadou Toumani Touré. Parmi les grands projets aban-

donnés, celui du sud-africain Illovo dans le sucre. Par ailleurs, de nombreux chantiers sont retardés, à commencer par celui de la modernisation et de l'extension de l'aéroport international de



Bamako-Sénou, qui, après une interruption de trois mois, n'a été relancé qu'en juin.

Les mines d'or gardent espoir

Cependant, le sud du pays, qui n'est pas concerné par la sécession touarègue du nord, voit des investissements se concrétiser, notamment dans

l'industrie extractive. Ainsi, la mine d'or de Sadiola, propriété du sud-africain AngloGold Ashanti, et celle de Syama, détenue par l'australien Resolute, ont toutes deux prolongé leur durée d'exploitation moyennant un investissement combiné de plus de 540 millions d'euros.



STE UNIPRIX SARL

1 Rue Doumassésé, Avenue de la Libération prolongée, près des rails/Tel: 22 20 93 45/Fax: 22 20 93 47 Lomé



Des portables de qualité



Uniprix, distributeur exclusif

UNICAVE DU BOULEVARD TOUT SUR LES VINS & LES CHAMPAGNES



Du bon vin



Fines en Bulles (Mousseux)



Du vin de qualité à la portée de toutes les bourses



Henriot (Champagne)



Roc du Gouverneur



Charles de LAROCHE

Bd du 13 Janv. Im AVENIDA à côté de l'UTB Lomé-Togo / Tel: 22 41 90 88 / Cell. 90 32 99 48

unicave, les raisins de la vieille vigne